

Au Journal officiel du 1er au 7 novembre 2014

Au Journal officiel du 1er au 7 novembre 2014

10/11/2014

Au Journal officiel du 1er au 7 novembre 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 1er novembre 2014 :

- Décret n° 2014-1265 du 23 octobre 2014 relatif à l'adaptation des textes réglementaires pour tirer les conséquences de l'entrée en vigueur du principe « silence vaut acceptation » prévu à l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ainsi que des décrets pris sur le fondement de cet article - *Entrée en vigueur le 12 novembre 2014* ;

Et 41 décrets du 23 octobre 2014 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations *[pris par les différents ministères]* ;

- Décret n° 2014-1295 du 31 octobre 2014 portant **diverses dispositions en matière de sécurité routière - Modification du Code de la route et du Code pénal** ;

- Décret n° 2014-1302 du 30 octobre 2014 *modifiant le Code de la construction et de l'habitation et le décret n° 2011-873 du 25 juillet 2011* relatif aux **installations dédiées à la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les bâtiments et aux infrastructures pour le stationnement sécurisé des vélos** ;

- Arrêté du 29 octobre 2014 *modifiant l'arrêté du 23 décembre 2009* relatif aux conditions de fixation de la **garantie financière des agents de voyages et autres opérateurs de la vente de voyages et de séjours** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015* ;

- Arrêté du 31 octobre 2014 *modifiant l'arrêté du 22 décembre 2009* relatif à **l'apprentissage de la conduite des véhicules à moteur de la catégorie B dans un établissement d'enseignement agréé** ;

Et arrêté du 31 octobre 2014 *modifiant l'arrêté du 20 avril 2012* fixant les **conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire**.

Au JO du 4 novembre 2014 :

- Décret n° 2014-1310 du 31 octobre 2014 relatif aux **missions du Haut Conseil de stabilité financière - Modification du Code monétaire et financier** ;

- Décret n° 2014-1311 du 31 octobre 2014 relatif au **Comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation - Modification du Code du travail** ;

· Décret n° 2014-1313 du 31 octobre 2014 pris pour l'application de la loi n° 2014-877 du 4 août 2014 facilitant **le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge de véhicules électriques sur l'espace public** ;

· Décret n° 2014-1314 du 31 octobre 2014 portant **simplification du régime des travaux sur les immeubles adossés aux monuments historiques ou situés dans leur champ de visibilité et adaptation de l'organisation administrative dans le domaine du patrimoine** - *Modification du Code du patrimoine, du Code de l'urbanisme et du décret n° 2009-751 du 22 juin 2009.*

Au JO du 5 novembre 2014 :

· Décret n° 2014-1315 du 3 novembre 2014 portant **diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière financière et relatif aux sociétés de financement** - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 22) - Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*

Et décret n° 2014-1316 du 3 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière financière et relatif aux sociétés de financement - *Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*

· Décret n° 2014-1317 du 3 novembre 2014 relatif au **bail commercial** - *Modification du Code de commerce ;*

· Décret n° 2014-1318 du 3 novembre 2014 *modifiant le* décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux **dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État** pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

· Décret n° 2014-1319 du 4 novembre 2014 relatif aux **conditions d'accès aux technologies de l'information et de la communication et à l'utilisation de certaines données par les organisations syndicales dans la fonction publique de l'État** - *Modification du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 - V. aussi la délibération de la CNIL n° 2014-310 du 17 juillet 2014 ;*

· Décret n° 2014-1320 du 3 novembre 2014 *modifiant les* articles R. 227-1 et R. 227-16 du Code de l'action sociale et des familles **[modification des règles applicables aux accueils de loisirs périscolaires]**

Et Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs prévue par l'article R. 227-2 du Code de l'action sociale et des familles - *Abrogation de l'arrêté du 22 septembre 2006 ;*

· Arrêté du 22 octobre 2014 fixant la **méthode nationale d'attribution des places d'examen du permis de conduire** ;

· Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la **surveillance complémentaire des conglomérats financiers** - *Modification du Code des assurances, du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale ;*

· Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au **contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution** - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 279) - Modification et/ou abrogation de plusieurs règlements CRBF ;*

· Arrêté du 3 novembre 2014 relatif aux **coussins de fonds propres des prestataires de services bancaires et des entreprises d'investissement autres que des sociétés de gestion de portefeuille** *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 69) ;*

· Arrêté du 3 novembre 2014 *modifiant l'arrêté du 5 mai 2009* relatif à l'**identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité** ;

- Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la **surveillance prudentielle sur base consolidée** - *Abrogation du règlement CRBF n° 2000-03 du 6 septembre 2000 ;*

- Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à **l'agrément des établissements de crédit, des sociétés de financement, des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique** - *Modification de l'arrêté du 29 octobre 2009 et de l'arrêté du 2 mai 2013 ;*

- Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au **processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques des prestataires de services bancaires et des entreprises d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille** - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 14).*

Au JO du 6 novembre 2014 :

- Décret n° 2014-1321 du 4 novembre 2014 relatif au **schéma directeur d'accessibilité - agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs** - *Modification du Code des transports ;*

Et décret n° 2014-1323 du 4 novembre 2014 relatif aux **points d'arrêt des services de transport public à rendre accessibles de façon prioritaire aux personnes handicapées et précisant la notion d'impossibilité technique avérée** - *Modification du Code des transports ;*

Et décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 *modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;*

Et décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à **l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public** - *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*

- Arrêté du 28 octobre 2014 portant homologation de **modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.**

Au JO du 7 novembre 2014 :

- Ordonnance n° 2014-1328 du 6 novembre 2014 relative à la **communication des avis préalables** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015 - Modification de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;*

- Ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux **délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015 ;*

- Ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014 relative au **droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 7) - Modification de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 ;*

- Ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 portant **diverses dispositions d'adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit** - *Modification du Code monétaire et financier ;*

- Décret n° 2014-1333 du 5 novembre 2014 relatif aux **conventions d'objectifs et de moyens conclues entre les chambres de commerce et d'industrie de région et l'État et entre la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte et l'État** - *Modification du Code de commerce ;*

- Décret n° 2014-1334 du 5 novembre 2014 relatif aux **observatoires locaux des loyers, aux modalités de communication et de diffusion de leurs données et à la création du Comité scientifique de l'observation des loyers ;**

· Ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 **relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du Code général des collectivités territoriales, du Code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 43) et modifie de nombreux codes et textes non codifiés.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA